

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHE N° DDTM50_SE_MBS_2025_COORDINATEUR_ENV

L'acheteur

Monsieur Le Préfet de la Manche

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur de la DDTM de la Manche
par délégation de Monsieur le Préfet de la Manche

Objet du marché

Marché de coordination environnementale du projet de renaturation de la Sélune

Remise des offres

Date limite de réception : 30 juin 2025 à 16h00

Table des matières

1. Le contexte du projet de restauration de la continuité écologique de la Sélune.....	3
1.1. Rappels historiques.....	3
1.2. Périmètre du projet.....	4
1.3. Enjeux généraux du projet.....	4
1.4. Maîtrise d'ouvrage, représentant de l'acheteur.....	5
1.5. Maîtrise d'œuvre de la phase de renaturation.....	5
1.6. Autres intervenants.....	5
2. Situation actuelle.....	6
2.1. Le marché de maîtrise d'œuvre de renaturation de la Sélune.....	6
2.1.1. Les attendus relatifs à la phase de renaturation.....	6
2.1.2. La phase de diagnostic.....	6
2.1.3. La phase AVP.....	6
2.2. Le marché de comblement de l'évacuateur de crues.....	7
2.3 Limites avec les autres prestataires.....	9
2.3.1. Maître d'œuvre de la renaturation.....	9
2.3.2. Maîtrise d'ouvrage et CEREMA sur le comblement de l'évacuateur de crues.....	9
3. Consistance des prestations du coordinateur environnemental.....	9
3. Définition de la mission.....	9
3.1. Objet du marché.....	10
3.2. Déroulement de la mission.....	11
3.3. Coordination environnementale en phase études.....	11
3.3.1 Avis sur les études de conception de la MOE de renaturation.....	11
3.3.2 Avis sur les études de conception des travaux de l'évacuateur de crues.....	12
3.4. Suivi des engagements du maître d'ouvrages.....	12
3.5. Coordination environnementale en phase rédaction des DCE et passation des marchés – phase ACT.....	13
3.5.2. Coordination environnementale en phase travaux – phase EXE.....	13
3.5.2.a) Formulation d'avis sur les documents d'exécution des entreprises et leurs suivis.	14
3.5.2.b) Formation et sensibilisation des intervenants.....	15
3.5.2.c) Phase d'exécution des chantiers (suivis des travaux).....	15
3.5.2.d) Intervention d'urgence.....	16
4. Forme de remise des livrables.....	17
5. Réunions.....	17

1. Le contexte du projet de restauration de la continuité écologique de la Sélune

1.1. Rappels historiques

En novembre 2009, l'État a décidé de ne pas reconduire la concession des barrages hydroélectriques de Vezins et de la Roche qui Boit (cf Figure 1), ouvrant ainsi la réflexion à la suppression des deux barrages de la Sélune, dont la présence est incompatible avec l'atteinte du bon état écologique des masses d'eau.

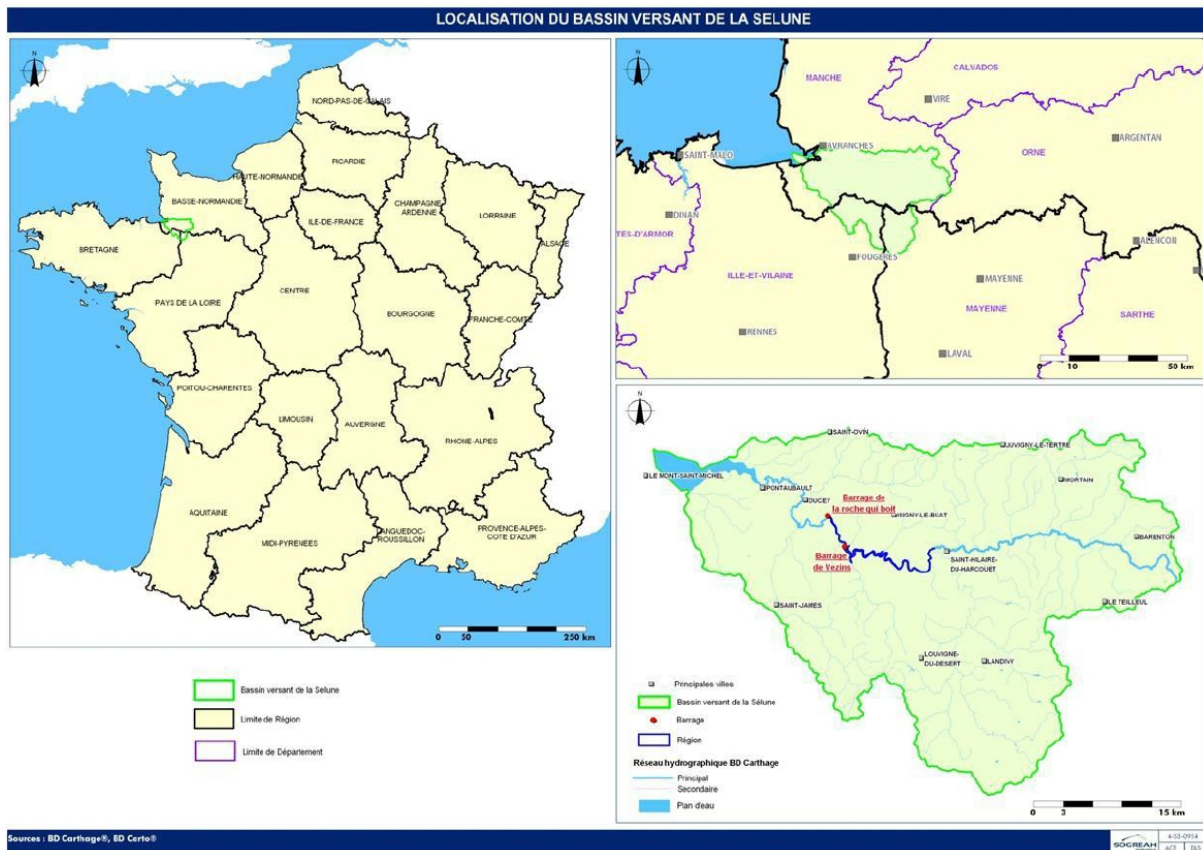


Figure 1 : Localisation du site d'intervention (d'après Artelia 2014 – Dossier d'autorisation relative à l'eau sur l'eau).

Le barrage de Vezins, propriété de l'État était exploité par le biais d'une concession accordée à EDF ; celui de La Roche qui Boit, propriété d'EDF est exploité en vertu d'une autorisation. Il en résulte ainsi, la coexistence de deux maîtres d'ouvrages distincts : État et EDF.

La concession du barrage de Vezins et l'autorisation du barrage de La Roche qui Boit sont échus depuis fin 2007.

Le projet vise au rétablissement de la continuité écologique et sédimentaire de la Sélune et à l'atteinte du bon état des masses d'eau visée par la Directive Cadre sur l'Eau. Ces objectifs seront atteints par l'arasement des deux barrages, et la disparition des retenues associées.

1.2. Périmètre du projet

Le périmètre du projet de restauration de la continuité écologique porté par la DDTM 50 correspond aux emprises de la retenue du barrage de Vezins et au site du barrage aujourd'hui démolé (concession hydroélectrique transférée à l'État en 2014).

Le territoire concerné s'étend sur 20 km de cours d'eau, et environ 160 hectares de terres exondées entourant la rivière, avec comme limite amont la confluence avec la Sélune et l'Airon et, à l'aval, le raccordement aval du canal déversoir de crue du barrage de Vezins. Les affluents, Yvrande, Lair, Isolant, dans la limite du périmètre propriété de l'État, sont inclus de même que l'ensemble du site du barrage déconstruit.

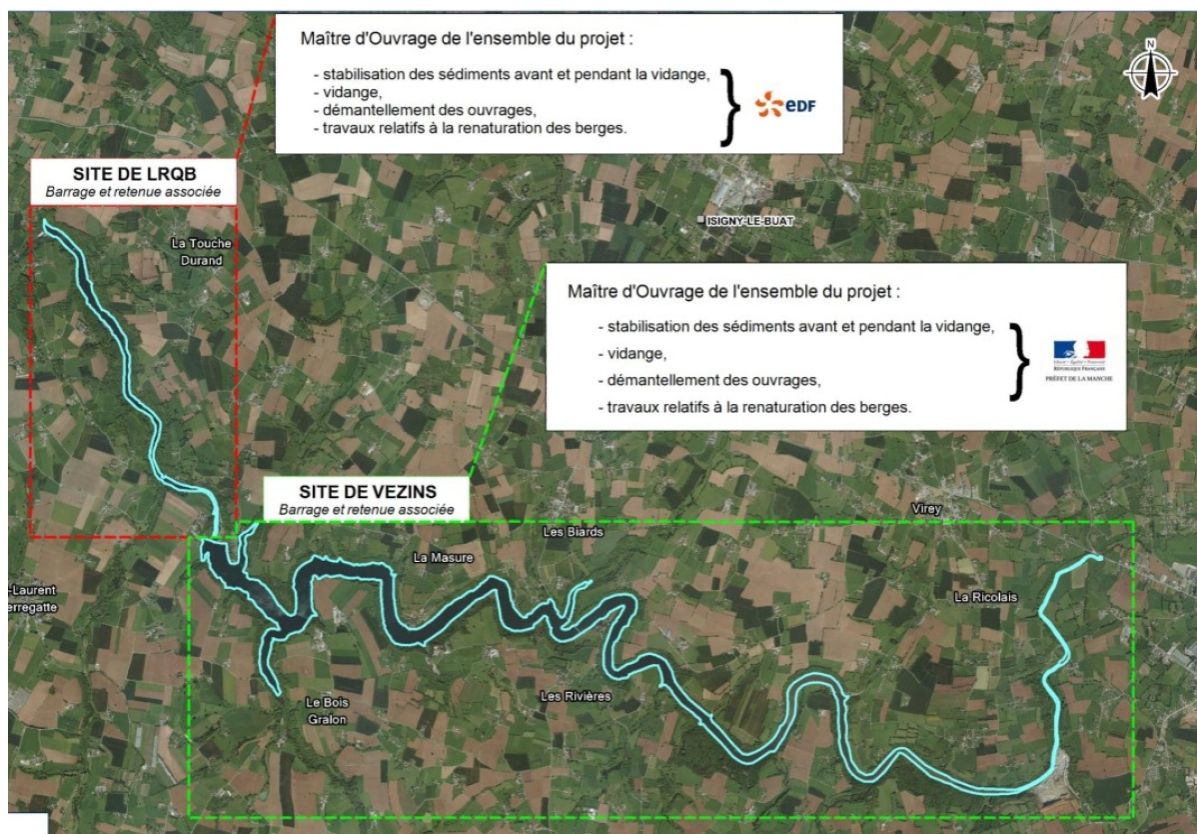


Figure 2 : Périmètre de la maîtrise d'ouvrage (d'après Artelia 2014 – Dossier d'autorisation relative à l'eau sur l'eau).

1.3. Enjeux généraux du projet

La Sélune est l'un des trois fleuves majeurs se jetant en baie du Mont Saint-Michel, avec la Sée et le Couesnon. Les potentialités piscicoles de ce fleuve sont, à l'instar des autres fleuves cités, très importants notamment pour les espèces amphihalines.

L'objectif du projet d'effacement des barrages de la Sélune est de restaurer le libre cours de ce fleuve côtier qui est un préalable à la continuité écologique, compte-tenu de l'impossibilité technique d'aménager les barrages pour y parvenir.

La suppression des deux ouvrages et des 20 kms cumulés de retenues permet le rétablissement de la continuité écologique de la Sélune. Les principaux attendus de ce projet sont l'amélioration de la qualité de l'eau et le retour des poissons migrateurs amphihalins.

D'un budget de près de 45 millions d'euros TTC, ces travaux constituent un des plus grands projets d'arasement de barrages hydroélectriques en Europe. De nombreux enjeux s'ensuivent alors : retours d'expérience, rayonnement scientifique par le biais d'un projet de suivi dédié mis en place

en accompagnement, image des services de l'État. La conduite de ce projet se doit donc d'être exemplaire.

En lien avec ce projet, un programme scientifique d'envergure est coordonné par l'INRAE afin d'assister à sa mise en œuvre et disposer à terme d'un retour d'expérience détaillé pouvant être mis à profit dans le cadre de projets similaires.

À termes, le foncier de l'ancienne retenue de Vezins, propriété de l'État, devra être transféré à une/des entité(s), cependant cette question est en suspens aujourd'hui (pas de propriétaire futur identifié à ce jour).

Aujourd'hui, l'ancienne retenue est dans une phase de « cicatrisation ». Le projet rentre dans sa phase finale, à savoir la phase de renaturation de la vallée. Il s'agit pour le maître d'ouvrage, d'une part, d'effectuer un bilan des travaux précédemment effectués. D'autre part, il est nécessaire de réaliser un point intermédiaire sur l'état transitoire de la vallée et de préciser les objectifs à atteindre sur ce territoire, toujours dans le respect premier du rétablissement de la continuité écologique.

La dernière phase du projet portera sur la réalisation travaux consécutifs à l'atteinte de ces objectifs.

1.4. Maîtrise d'ouvrage, représentant de l'acheteur

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage est Monsieur le Directeur de la DDTM de la Manche par délégation de Monsieur le Préfet de la Manche.

La maîtrise d'ouvrage, sur l'ancienne retenue de Vezins, est portée par la Mission Barrages de la Sélune, intégrée au Service Environnement de la DDTM de la Manche.

1.5. Maîtrise d'œuvre de la phase de renaturation

La maîtrise d'œuvre pour la phase de renaturation de la vallée de la Sélune est :

Groupe Antea Group (mandataire) – Vert Latitude – TBM Environnement

2 rue Jean Perrin – Innovaparc – Bâtiment A – 14460 Colombelles

Elle assure le pilotage du marché de maîtrise d'œuvre de la renaturation.

1.6. Autres intervenants

Plusieurs autres intervenants interviennent pour la bonne conduite du projet :

- CSPS (non désigné à ce jour),
- contrôleur technique (non désigné à ce jour),
- assistance à maîtrise d'ouvrage pour le pilotage de l'opération (appelé AMO Pilotage dans la suite du document), porté par EGIS Conseil,
- associations environnementales pour l'aménagement à proximité des mesures compensatoires (mares de compensation pour les amphibiens et gîtes à chiroptères – ancien sous-sol du bâtiment administratif), CPIE du Cotentin et Groupe Mammalogique Normand,
- CEREMA pour le comblement du canal évacuateur de crues (contrôle technique et appui à la maîtrise d'ouvrage).

Il est à noter que le site est désormais ouvert au public. Par ailleurs, plusieurs zones font l'objet d'un suivi par les équipes de scientifiques de l'INRAE au sein de la retenue.

À noter que la DRAC pourra intervenir ponctuellement pour de l'archéologie préventive sur certains chantiers (travaux sur les anciens vestiges anthropiques en cours d'eau notamment).

2. Situation actuelle

2.1. Le marché de maîtrise d'œuvre de renaturation de la Sélune

2.1.1. Les attendus relatifs à la phase de renaturation

Les objectifs de l'effacement des barrages de Vezins et de La Roche Qui Boit sont de rétablir la libre circulation des poissons migrateurs tels que l'anguille européenne et le saumon atlantique ainsi que des sédiments. La rivière retrouvant son lit antérieur à la création des barrages devrait naturellement tendre vers un équilibre dynamique naturel qui contribuera à une diversité des habitats aquatiques. Cependant, au vu de l'ampleur des travaux, une phase de renaturation devra être conduite pour atténuer ce paysage marqué.

Il s'agit pour le maître d'ouvrage d'assurer le plus rapidement possible le retour de la Sélune et de ses affluents dans des conditions hydromorphologiques permettant la reconquête du milieu par les espèces attendues dans les milieux cours d'eau, d'éviter la reprise des sédiments accumulés au fond de la retenue par les crues du cours d'eau et d'engager, sous les réserves précitées, les actions de développement (notamment en termes de dessertes) et de gestion future de la vallée.

La mission confiée au maître d'œuvre est une mission de maîtrise d'œuvre comprenant les éléments de missions DIAG, AVP, PRO, ACT, DET, VISA, AOR ainsi qu'une mission d'OPC et des missions complémentaires passées par le biais de marchés subséquents.

2.1.2. La phase de diagnostic

La mission de diagnostic a permis de dresser un état des lieux intermédiaire du secteur de projet sur l'ensemble des composantes prévues au marché de maîtrise d'œuvre de renaturation.

Plusieurs thématiques ont ainsi été étudiées :

- volet réglementaire,
- hydromorphologie et suites de la gestion sédimentaire,
- sécurité, ouvrages résiduels et ouvrages d'art,
- continuité écologique et espèces piscicoles,
- biodiversité et végétalisation des berges,
- qualité de l'eau et des sédiments,
- paysage et aménagements.

Certaines thématiques ne seront pas poursuivies en phase AVP et PRO car le diagnostic a conclu à l'absence de problématique sur ces sujets.

2.1.3. La phase AVP

Les études d'avant-projet se concluront par le choix du maître d'ouvrage pour un scénario préférentiel de renaturation parmi plusieurs propositions formulées par le titulaire.

À ce jour, les études d'avant-projet sont en cours. Certaines thématiques feront l'objet de discussion au sein de groupes de travail/COPIL (associations, experts, collectivités, etc.).

Au vu des résultats du diagnostic, certains sujets n'appellent pas de travaux particuliers et ne seront donc pas abordés lors des phases suivantes.

Les problématiques traitées en phase AVP puis PRO, et qui devraient faire l'objet de travaux, sont les suivantes :

- travaux de reprise d'une faible portion d'un affluent de la Sélune, l'Yvrande ;
- travaux de restauration de la continuité écologique (5 vestiges concernés) ;
- conservation voir restauration d'anciens ouvrages maçonnés : anciens ponts au titre du patrimoine (3 restaurations d'anciens ponts, 2 changements d'ouvrage et un nouveau franchissement) et d'anciens ouvrages liés au barrage (bajoyer, ancien sous-sol d'un bâtiment dédié aux chiroptères) ;
- divers travaux en faveur de la biodiversité, pour la conservation de la mosaïque d'habitats (débroussaillage, abattage d'arbres, décaissement léger, faucardage, etc.) ;
- suppression de plusieurs anciens pontons de particuliers donnant sur l'ancien lac (environ 60 ouvrages). Un diagnostic amiante sera prochainement lancé sur ces vestiges ;
- volet paysager : aménagement concourant à la mise en valeur de la biodiversité et du patrimoine (cheminement, mise en valeur de vestige, observatoire faune/flore), traitement paysager particulier de certains sites marqués (casiers de l'Yvrande notamment).

Point de précision :

Une analyse réglementaire a été conduite au démarrage de l'opération (2013). Compte-tenu des évolutions du cadre juridique et réglementaire ainsi que du programme de travaux à conduire lors de la phase de renaturation, la MOE Renaturation est en charge d'actualiser cette analyse et, le cas échéant, de conduire les procédures qui auront été jugées nécessaires (dossier Loi sur l'eau, espèces protégées). Ces éléments sont en cours d'analyse avec les services de l'État.

Comme énoncé précédemment, les éléments de mission du programme de maîtrise d'œuvre de renaturation suivent par la suite des missions de maîtrise d'œuvre classique : PRO, ACT, DET, VISA, AOR ainsi qu'une mission d'OPC.

2.2. Le marché de comblement de l'évacuateur de crues

Dans le cadre de l'opération d'effacement des barrages, le canal évacuateur de crues du barrage de Vezins doit être remblayé et le talus le surplombant stabilisé.

Figure 3 : Canal évacuateur de crues.



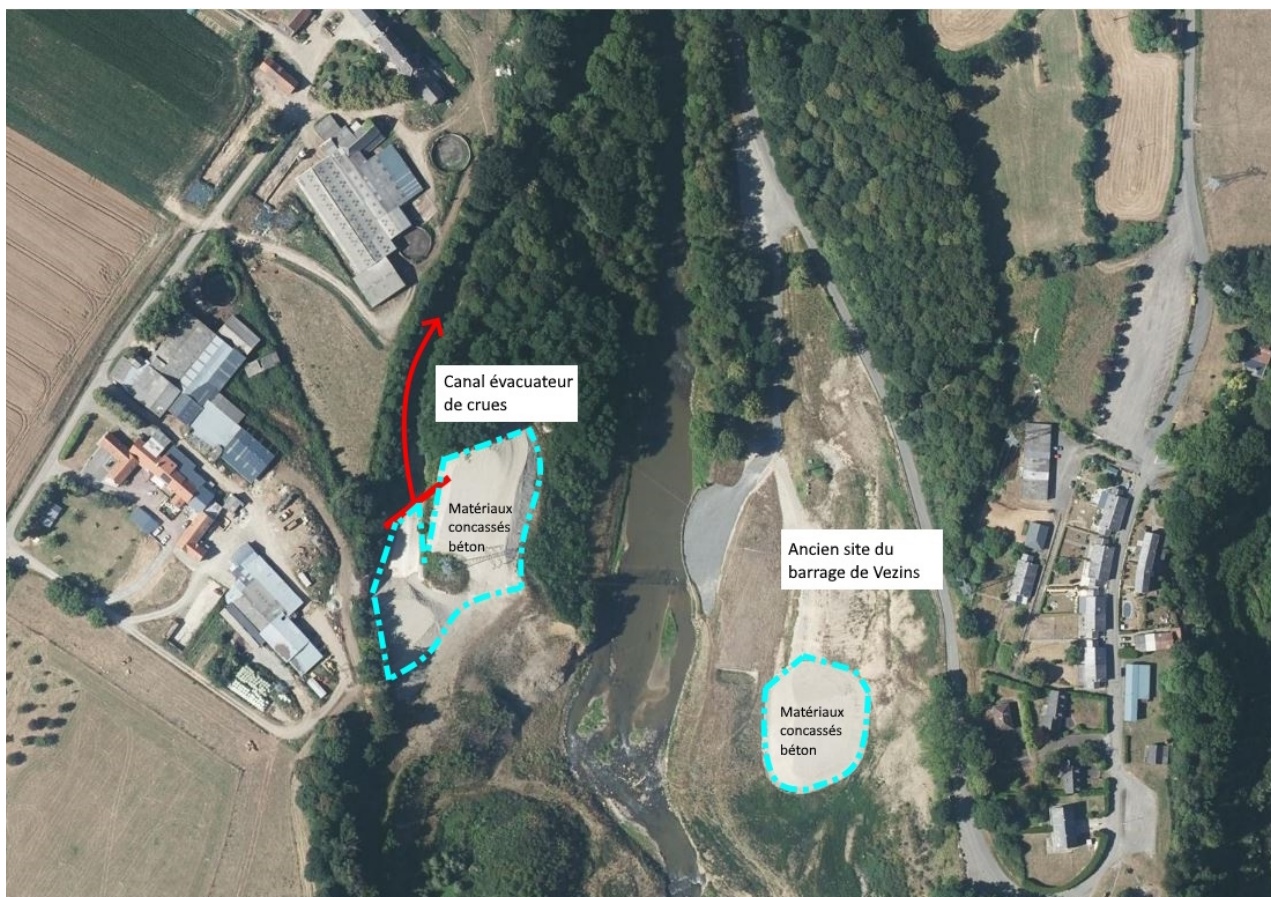


Figure 4 : Localisation du canal évacuateur de crues.

Point de précision :

Le site du canal évacuateur de crues est sous arrêté préfectoral d'interdiction de pénétration. Le titulaire devra communiquer le nom du personnel intervenant sur site pour établissement par la Préfecture de la Manche d'une autorisation d'accès.

La DDTM de la Manche a fait appel au CEREMA pour une assistance technique dans cette phase de remblaiement.

Les missions confiées au CEREMA sont les suivantes :

- Assistance dans la définition des besoins de travaux et des prescriptions techniques ;
- Aide à la rédaction des pièces techniques du DCE ;
- Assistance au choix de l'entreprise de travaux ;
- Assistance technique pour le contrôle extérieur lors de la phase de réalisation des travaux, et éventuellement essais in-situ et en laboratoire.

Le CEREMA a donc un rôle de contrôle technique durant la phase de travaux, en appui à la DDTM de la Manche qui est responsable du contrôle de chantier.

2.3 Limites avec les autres prestataires

2.3.1. Maître d'œuvre de la renaturation

Dans le cadre de son marché de MOE Renaturation, le mandataire s'est engagé à respecter plusieurs éléments tant en phase étude qu'en phase travaux. Ainsi, les obligations du maître d'œuvre sont les suivantes :

- Etude d'AVP :
 - analyse des contraintes relatives à la mise en œuvre des travaux (accès, interventions et mesures de coordination préalables, saisonnalité, etc.),
 - proposition de phasage et planning général des travaux.
- Etude PRO :
 - définition du phasage détaillé de la renaturation et mise au point du planning général des travaux décomposé par tâches et par secteur en incluant les contraintes relatives à la préparation de chantier et à la réception des travaux, notamment les interfaces relatives à la remise d'ouvrage concernant certains aménagements ;
 - au titre de la mission OPC, mise au point de la notice d'organisation de chantier (Phasage et notice d'organisation de chantier (plan de principes, accès, etc.)) ;
 - d'arrêter l'organisation afférente au déroulement des travaux ainsi que les conditions de mise en œuvre (phasage des chantiers afférents, gestion des accès, prise en compte de la sécurité et des contraintes de gestion, etc.) ;
 - mettre au point un planning prévisionnel détaillé des travaux ;
 - Plan de contrôle en phase travaux ;
 - vérifier la cohérence entre le projet défini et les contraintes identifiées notamment l'accueil du public, l'exploitation agricole, les documents de planification du territoire (PLU, SCOT, SRCE, etc.) et les enjeux de gestion de l'eau et de préservation de certaines espèces.
- OPC
 - Il propose, en concertation avec les intervenants, l'ordonnancement le plus favorable destiné à optimiser le déroulement de l'opération et à assurer de bonnes conditions de mise en œuvre des travaux, **tenant compte des impératifs du développement durable et de la gestion environnementale du chantier définie par le coordonnateur environnemental**,
 - Il anime les réunions de coordination, en établit les comptes-rendus et en assure la diffusion. Le rythme de ces réunions de coordination est défini en lien avec l'activité en cours sur le secteur de projet (fréquence minimale bimensuelle).

2.3.2. Maîtrise d'ouvrage et CEREMA sur le comblement de l'évacuateur de crues

Le CEREMA assure un rôle de contrôle technique du chantier, la DDTM de la Manche est maître d'ouvrage sur ce chantier.

3. Consistance des prestations du coordinateur environnemental

3. Définition de la mission

La mission confiée par le maître d'ouvrage au titulaire porte sur une mission de coordination environnementale dans le cadre du projet de renaturation de la Sélune.

Les aménagements pressentis concernent des travaux de restauration d'ouvrages d'art (anciens ponts, ancien sous-sol d'un bâtiment administratif, bajoyer, etc), de petits aménagements paysagers (sentier en platelage, clôture, retrait de pontons, etc.) en milieux naturels ainsi que du traitement d'ouvrages en cours d'eau pour le rétablissement de la continuité écologique.

Les travaux concernant l'évacuateur de crues consiste à son comblement par des matériaux inertes.

3.1. Objet du marché

Le présent marché concerne la prestation de coordination environnementale du marché de maîtrise d'œuvre de renaturation (appelé MOE Renaturation dans la suite du document) de la Sélune, de la phase PRO jusqu'à la fin de l'exécution des travaux. Il est aussi inclus dans ce marché les travaux de comblement de l'évacuateur de crues de l'ancien barrage de Vezins (de la phase passation des marchés à la fin de l'exécution des travaux). Le titulaire doit être force de proposition pragmatiques et adaptées aux opérations pré-citées.

La mission repose notamment sur :

- la prise de connaissance des dossiers relatifs au projet de MOE de renaturation ;
- des analyses techniques sur les rendus de la phase PRO de la MOE Renaturation ;
- assistance à la maîtrise d'ouvrage (en appui du CEREMA pour l'évacuateur de crues), ainsi qu'à la MOE Renaturation, pour la définition de la démarche environnementale à respecter par les entreprises de travaux, dans le cadre de la constitution des dossiers de consultations des entreprises (appelé DCE dans la suite du document) ;
- l'assistance à la maîtrise d'ouvrage au titre du contrôle extérieur environnemental des chantiers ;
- le suivi du respect des engagements de la maîtrise d'ouvrage ;
- un bilan annuel sur les mesures, incidents, et sur le respect des engagements réglementaires et environnementaux de la maîtrise d'ouvrage.

À ce jour, plusieurs marchés ont été pré-identifiés pour la phase travaux du projet de renaturation, en plus des travaux de l'évacuateur de crues :

Marché	Secteur(s) d'intervention	Année de travaux
Marché non alloti de travaux pour le comblement de l'évacuateur de crues	Site de Vezins	2025
Marché non alloti de travaux de démolition (sirènes d'alarmes et pontons)	Zones ponctuelles sur toute la vallée	2026
Marché non alloti de travaux sur les ouvrages bétons (bajoyer, sous-sol du bâtiment administratif)	Site de Vezins	2026
Marché non alloti de travaux sur les anciens ponts maçonnés	Site des Biards (3 ponts) et site de la République	2026
Marché <u>alloti</u> sur les petits terrassements : continuité écologique, aménagements, biodiversité.	Ensemble de la vallée avec des sites majeurs – Vezins, Les Biards, la Mazure.	2026

Ces interventions impliquent des interventions d'entreprises à proximité ou dans la rivière, sur des milieux humides et des milieux à enjeux de biodiversité (faune et flore), ainsi qu'à proximité de mesures compensatoires dues dans le cadre du projet.

Le montant estimé des travaux s'élève à 4 millions d'euros.

Les résultats de ces prestations consistent en la production par le titulaire des éléments détaillés dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le Coordinateur environnemental exerce ses missions sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage.

Point de précision :

Le fond de concours dédié au projet de renaturation de la Sélune, et donc aux travaux issus de la MOE Renaturation et ceux relatifs au comblement de l'évacuateur de crues, ont une date de validité, à ce jour, jusqu'à octobre 2026.

3.2. Déroulement de la mission

Le marché débutera par une période de préparation au cours de laquelle le titulaire :

- réalisera une réunion de lancement avec la maîtrise d'ouvrage,
- réalisera une phase d'appropriation de la mission par la prise de connaissances du projet.

Ces éléments de mission sont détaillés ci-dessous.

Au vu de la complexité et de l'historique du projet, une phase d'appropriation du dossier par le titulaire est nécessaire. Il s'agit de prendre connaissance des dossiers réglementaires et techniques.

Les données mises à disposition du titulaire seront les suivantes :

- l'AVP final de la MOE Renaturation et les dossiers réglementaires mis à jour par la MOE Renaturation (en cours d'élaboration : dossier Loi sur l'Eau, espèces protégées ?) ; ainsi que tout autre document utile issu de la phase Diagnostic concernant le volet environnemental (biodiversité, qualité des sédiments, etc.) ;
- les pièces techniques du marché de travaux de l'évacuateur de crues.

Tous ces documents seront mis à disposition au format électronique.

Une note de synthèse des enjeux environnementaux relevés dans l'ensemble des documents devra être réalisée et transmise à la maîtrise d'ouvrage pour les deux thématiques.

A titre exhaustif, la note statuera, à minima sur les opportunités et les risques généraux vis-à-vis de l'environnement, et rappellera les obligations et engagements en cours du maître d'ouvrage sur ce sujet.

Une réunion de démarrage sera organisée avec la maîtrise d'ouvrage pour présenter l'opération, en rappeler les objectifs et faire le point sur l'organisation de la mission du coordinateur environnemental au regard du planning en cours. À l'issue de cette réunion, le coordinateur devra produire un compte-rendu.

3.3. Coordination environnementale en phase études

3.3.1 Avis sur les études de conception de la MOE de renaturation

Le titulaire prendra connaissance du dossier PRO final.

Le titulaire fournira une note d'analyse technique sur le volet environnemental. Cette analyse donnera un avis sur la prise en compte de l'environnement par la MOE Renaturation. À titre d'exemple, et de manière non exhaustive : choix des solutions retenues, évitement des zones à

enjeux de biodiversité (zones sensibles, zones à mettre en exclos) et des corridors écologiques, accès des engins de chantier, emprise des chantiers, avis sur les matériaux, etc.

Une réunion aura lieu pour présenter les remarques sur le dossier PRO sur la base de la note d'analyse technique finie. Cette réunion se tiendra en distanciel.

Un cas d'étude d'AVP/PRO sur des thématiques très spécifiques, et décorréées du planning général (pontons, servitude public des casiers de l'Yvrande par exemple) qui arriverait dans un second temps, le titulaire pourra être sollicité pour un avis technique sur le document remis par la MOE Renaturation sur demande express du maître d'ouvrage. Un prix correspondant est inscrit, en option, dans les pièces financières.

3.3.2 Avis sur les études de conception des travaux de l'évacuateur de crues

La maîtrise d'ouvrage se fait accompagner par le CEREMA (expert publique au service de l'État et des collectivités territoriales) sur les études techniques liées au comblement de l'évacuateur de crues. Les solutions techniques apportées par le CEREMA serviront de bases à la rédaction du dossier de consultation des entreprises. Il n'est pas attendu à ce stade d'appui de la part du coordinateur environnemental pour la phase conception/étude. Le titulaire interviendra en appui à partir de la phase de consultation des entreprises – passation des marchés.

3.4. Suivi des engagements du maître d'ouvrages

L'objet de la présente mission est de réaliser régulièrement un suivi de la mise en œuvre effective et fonctionnelle des engagements pris par le maître d'ouvrage en matière d'environnement et de leur respect. Ces engagements correspondent aux prescriptions remises par les entreprises et aux dossiers réglementaires mis à jour par la MOE de renaturation.

Cette mission comprend :

- la rédaction d'un rapport annuel de l'état d'avancement du suivi des engagements à l'aide d'un tableau récapitulant ces derniers dont les actions réalisées et les commentaires nécessaires à la bonne compréhension du suivi (appelé tableau de suivi environnemental). La trame du rapport, et du tableau de suivi environnemental, sera remis avant le début des premiers travaux. Le rapport sera mis à jour annuellement et remis fin décembre 2025 puis en août 2026.

Il est à noter que le tableau de suivi environnemental constituera le principal outil de pilotage et de suivi des chantiers sur ce volet. Il servira ainsi à mener à bien le contrôle environnemental extérieur en phase travaux (*mission 3.5.2*).

Devront en particulier y figurer les constats réalisés et les mesures correctives mises en œuvre dans le cadre du suivi de la phase travaux (*mission 3.5.2*).

À noter, que le volet évacuateur de crues est bien intégré dans le suivi des chantiers. Les documents de suivis comprendront donc bien aussi ce volet, en plus de celui des travaux relatifs au projet de renaturation.

3.5. Coordination environnementale en phase rédaction des DCE et passation des marchés – phase ACT

Le titulaire assistera le MOE Renaturation, et la maîtrise d'ouvrage pour les travaux de l'évacuateur de crues, et au besoin le CEREMA, en ce qui concerne le volet environnemental de la phase passation des marchés. De manière générale, le titulaire apportera des éléments techniques nécessaires au recrutement des prestataires.

Le coordonnateur sera consulté au moment de la rédaction des cahiers des charges afin d'apporter les éléments de prise en compte des aspects environnementaux, notamment pour la rédaction d'une charte environnementale (comprenant, à minima, une demande de remise de SOPRE – Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement et du SOSED – Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Organisation et de Suivi de l'Évacuation des Déchets) dans le cadre de la rédaction des dossiers de consultation des entreprises pour les marchés de travaux. Le titulaire proposera aussi des pénalités financières pour non respect des prescriptions environnementales.

Le titulaire s'assurera du respect des prescriptions environnementales issues des différentes analyses réglementaires du projet de renaturation (en cours de définition durant la phase AVP).

Le coordonnateur sera également sollicité au moment de la rédaction du règlement de la consultation pour proposer et définir en concertation avec la maîtrise d'ouvrage ou d'œuvre les critères et sous-critères de jugement des offres et d'attribution des marchés sur ce sujet.

Le titulaire contribuera à l'analyse des documents environnementaux des offres des entreprises et notamment le mémoire technique et les documents SOPRE et SOGED. Les offres seront remises au titulaire qui étudiera les documents et établira une note d'analyse sur les sujets environnementaux qui sera transmis à la maîtrise d'ouvrage.

Durant toute la phase de rédaction des DCE de travaux et de passation des marchés, et pour chaque élément de mission détaillé ci-avant, le titulaire participera aux échanges nécessaires à la bonne exécution de sa mission et prévues avec la maîtrise d'ouvrage ou le maître d'œuvre en tant qu'assistant à la maîtrise d'ouvrage en matière d'environnement. Au besoin, le maître d'ouvrage déclenchera, sur recommandation du titulaire, et après validation, des réunions en distanciel.

A noter, que le volet évacuateur de crues est bien intégré pour le titulaire dans la phase de consultation des entreprises.

3.5.2. Coordination environnementale en phase travaux – phase EXE

Dans le cadre de cette mission, le titulaire aura comme objectif de réaliser pour le compte de la maîtrise d'ouvrage la coordination environnementale des chantiers. La mission sera réalisée en étroite collaboration avec la MOE renaturation ainsi qu'avec le CEREMA et la DDTM de la Manche pour le chantier de l'évacuateur de crues.

Préalablement aux éléments de mission ci-dessous, il pourra être demandé au titulaire un contrôle d'absence d'espèces. Ce contrôle consiste à effectuer un passage sur site préalablement au début d'un chantier afin d'identifier d'éventuelles présences (nids, utilisation d'arbres morts, etc.) d'espèces sur les emprises chantier et d'adapter les emprises en conséquence (assistance en cas d'aléas et de risques associés aux enjeux écologiques du site). En cas de découverte d'espèces protégées sur les emprises de chantier, le titulaire fera le nécessaire pour les préserver.

À défaut d'évitement possible, il aura en charge la coordination avec les associations environnementales agréées pour le déplacement de ces espèces. Le déplacement des espèces, selon

leur catégorie, se fera dans les règles de l'art et les protocoles réglementaires en vigueur. Le titulaire portera assistance à l'association pour trouver le nouveau site de dépôt des individus déplacés. Ces prestations seront déclenchées sur demande express du maître d'ouvrage et sur recommandation du coordinateur environnemental ou de la MOE de renaturation. Les prix correspondants sont inscrits dans les missions en option aux pièces financières.

La mission de suivi des chantiers est basée sur les actions suivantes :

- formulation d'avis sur les documents d'exécution des entreprises,
- formation et sensibilisation des intervenants,
- phase d'exécution des chantiers (suivis des travaux : visites de terrain et participation au besoin aux réunions de chantier en cas de non-conformités environnementales,
- intervention d'urgence si nécessaire.

Les actions en phase suivi des travaux sont détaillées ci-après.

Point de précision :

Pour la phase de travaux, les travaux devraient pouvoir débuter à l'automne 2025. La réglementation (travaux en cours d'eau par exemple) ainsi que le respect de la saisonnalité pour les espèces conditionneront le déroulé des travaux en termes de calendrier. Par ailleurs, les conditions hivernales (fortes probabilités de travaux sur des zones humides) verront certainement le rythme des travaux réduire sur cette période.

3.5.2.a) Formulation d'avis sur les documents d'exécution des entreprises et leurs suivis

En début de chantier, le titulaire produira un avis formalisé sur l'ensemble des données et documents concernant la prise en compte de l'environnement des différents chantiers de la phase de renaturation, ainsi que celui relatif à l'évacuateur de crues, en vue d'assurer le suivi de chantier avec une vigilance particulière sur les impacts sur l'environnement.

Au cours du chantier, le titulaire donnera un avis sur chacun des documents à prendre en compte dans le suivi environnemental produit par les entreprises. Il pourra s'agir de plans ou études d'exécution, de plans des zones mises en défend, de fiche environnement de suivi de l'entreprise, de mises à jour du SOPRE et du SOGED suite aux observations, de procédures, etc.

A titre exhaustif, le titulaire sera appelé à émettre un avis sur les documents suivants :

- Plan du Respect de l'Environnement,
- le SOGED et le SOPRE,
- tout autre document d'exécution, susceptibles d'avoir un impact négatif sur l'environnement réalisé par les entreprises, voir des fouilles archéologiques. À titre d'exemple et de manière non exhaustive, le titulaire sera amené à fournir un avis sur :
 - la circulation et le stationnement des engins de chantier,
 - la délimitation des zones d'emprunt et de dépôts provisoires et définitifs des matériaux,
 - les modalités de remise en état du site après la réalisation des travaux,
 - la délimitation et la signalisation de protection des milieux naturels sensibles (zones d'enclise et d'exclos),
 - la prise en compte des espèces exotiques végétales envahissantes,
 - les procédés d'exécution lorsqu'ils sont susceptibles d'avoir un impact négatif sur l'environnement (méthode de fondation/conservation des ouvrages d'art, exécution des terrassements, modalités de dérivation provisoire des ruisseaux, etc.).

Le titulaire définira les impératifs de développement durable et de la gestion environnementale des différents chantiers.

Ces avis seront transmis au maître d'ouvrage, et en parallèle à la MOE Renaturation et au CEREMA.

3.5.2.b) Formation et sensibilisation des intervenants

Le titulaire sera amené à conduire des réunions spécifiques d'information ou de sensibilisation des entreprises y compris des sous-traitants intervenants sur le chantier sur l'importance de la maîtrise de leurs impacts environnementaux et du respect des prescriptions portant sur les aspects environnementaux. De manière générale, le titulaire échangera avec les entreprises sur les questions liées à l'environnement en présence du MOE Renaturation ou de la maîtrise d'ouvrage (sensibilisation, écoute de leurs problématiques pour proposer des actions adaptées aux conditions du chantier).

Il pourra notamment être abordé :

- la localisation des milieux naturels sensibles et des habitats protégés (y compris les mesures compensatoires réalisées dans le cadre du projet de renaturation),
- les périmètres de protection associées aux espèces protégées (zones d'enclos et d'exclos),
- la conduite à tenir en cas de problématiques/dégradation de l'environnement,
- etc.

Le titulaire complètera le tableau de suivi environnemental reprenant l'ensemble des actions de formation/sensibilisation qu'il a menées ainsi que le nombre et la qualité des personnes ayant suivi ces actions.

3.5.2.c) Phase d'exécution des chantiers (suivis des travaux)

Les visites de terrain consisteront en des visites sur site pour vérifier le respect des engagements pris par les différentes parties prises (maîtrise d'ouvrage et MOE Renaturation, CEREMA au besoin), et s'assurer que les entreprises remplissent les exigences en matière de respect de l'environnement.

L'objet de ces visites portera à minima sur :

- la surveillance du respect, par les entreprises et leurs sous-traitants éventuels, des engagements pris par le maître d'ouvrage dans le cadre des dossiers réglementaires mis à jour par la MOE de renaturation,
- la surveillance du respect par les entreprises et leurs sous-traitants éventuels du cadre réglementaire mais également des engagements pris dans leur PRE, SOSED et des prescriptions du CCTP (cahier des clauses environnementales et techniques) sur le plan environnemental,
- la surveillance de l'état du balisage des zones sensibles et des barrières de mises en exclos,
- le constat d'atteinte à l'environnement,
- les propositions, le cas échéant, de mesures additionnelles ou correctives,
- etc.

Le titulaire effectuera au minimum 2 visites par mois. Cette fréquence sera à adapter selon la saisonnalité et le type de travaux engagés. Le titulaire proposera sa méthodologie en ce sens et fournira un planning prévisionnel selon le calendrier prévisionnel des travaux.

Chaque visite fera l'objet d'un compte-rendu dans **les 48 heures** et sera transmis au maître d'ouvrage, et en parallèle à la MOE Renaturation, ainsi qu'au CEREMA pour la partie les concernant.

Ce compte-rendu précisera notamment :

- la vérification de la mise en œuvre des engagements du maître d'ouvrage et des engagements pris par les entreprises dans leur PRE,
- les écarts ou anomalies constatée, accompagnées de propositions de solutions correctives pour les réduire, sous forme d'une fiche de non-conformité,
- les effets, prévus ou non, dommageables à l'environnement,
- un reportage photographique, ou schémas adaptés le cas échéant, illustrant les observations terrains, avec géo-localisation,
- des propositions de dispositions complémentaires destinées à résorber les impacts non maîtrisés.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que la mise en œuvre de cette mission demande une grande réactivité en cas de constat d'écart ou lors d'une pollution accidentelle. En cas d'atteinte grave à l'environnement, il alertera immédiatement le maître de l'ouvrage, qui pourra stopper le chantier. Le titulaire assurera la diffusion par e-mail des documents de visite et avis si risque constaté ou urgent dans les plus brefs délais au maître d'ouvrage, ainsi qu'au maître d'œuvre du projet de renaturation, et au besoin au CEREMA.

Le coordonnateur apportera également une attention particulière sur les impacts et risques d'impacts liés à des opérations non prévues dans le cahier des charges initial de l'entreprise.

En cas d'écarts ou de risques pour l'environnement, le titulaire participera ponctuellement à des réunions de chantier, pour échanger avec les autres acteurs de l'opération en cas d'observation d'une problématique sécurité lors de sa visite de terrain précédente afin de régulariser la situation et de prendre des mesures préventives au besoin. À l'issue d'une réunion, il produira un compte-rendu sur ses sujets spécifiques et l'adressera au maître d'ouvrage.

Une attention particulière sera portée dans la conduite de visite suite à des événements météorologiques majeurs (crues, pluies intenses) susceptibles de remettre en cause le bon fonctionnement des chantiers (ce qui pourra déclencher l'élément 3.5.2.d) *Intervention d'urgence*).

3.5.2.d) Intervention d'urgence

En cas de situation d'urgence sur le chantier, le titulaire devra se rendre disponible sur site dans un délai de 24 h.

Le coordonnateur proposera des actions permettant de gérer les impacts environnementaux, chroniques et intermittents (liés à des événements climatiques, des situations non prévues initialement au niveau du chantier, etc.).

Le coordonnateur environnemental est habilité à prendre les mesures nécessaires pour faire supprimer le danger si les procédures correspondantes ne sont pas prévues au PRE. Il en réfère immédiatement au MOA et MOE Renaturation qui à ce titre arrêtera tout ou partie du chantier ; il en référera aussi en parallèle au CEREMA pour le comblement de l'évacuateur de crues.

Tout différend entre le coordonnateur environnemental et des intervenants est soumis au maître d'ouvrage.

Cette prestation sera déclenchée expressément par le maître d'ouvrage ou suite à une recommandation du titulaire ou de la MOE de renaturation. Le prix est inscrit aux prestations supplémentaires dans les pièces financières.

4. Forme de remise des livrables

Les versions informatiques des productions du titulaire seront transmises au format .pdf et au format modifiable .odt.

L'ensemble des documents seront établis au timbre du titulaire et signé. Les rapports intégreront une grille de suivi des versions permettant de tracer l'évolution des documents.

Des rendus au format SIG géo-référencé peuvent être demandés ; notamment en cas de réalisation de cartographie.

Les documents devront être compressés au maximum.

Les livrables seront remis via un extranet sécurisé (type plateforme de travail collaborative).

Seuls les documents clés ou tout autres outils nécessitant d'être consultable sur les chantiers seront fournis en version papier. Dans ce cas, le titulaire utilise uniquement du papier éco-responsable, comme stipulé au paragraphe 1-7.6 du CCAP.

5. Réunions

Les réunions avec le maître d'ouvrage pourront se tenir dans les locaux de la DDTM à St Lô ou Avranches ou sur site au besoin. Les réunions pourront se dérouler en distanciel ou en présentiel. Le titulaire sera averti préalablement par le maître d'ouvrage des modalités de leur déroulement.